



NON AU CONSEIL TERRITORIAL D'ALSACE (C.T.A.) !

Le 7 avril prochain, les alsaciens seront appelés aux urnes dans le cadre du référendum sur le Conseil Territorial d'Alsace (CTA), que les médias font passer pour une « politique de rationalisation territoriale », voulue par François Hollande (PS) et portée localement par Philippe Richert (UMP), président du conseil régional d'Alsace. Qu'en est-il réellement ? Quels sont les effets réels de cette décentralisation ?

Les effets sont très simples, il s'agit de :

- **La mort du droit des travailleurs ;**
- **La fin des services publics de proximité ;**
- **Et l'austérité qui ne dit pas son nom !**

LE C.T.A., C'EST LA FIN DU SMIC !

En autorisant une casse sans précédent du code du travail et en permettant aux patrons locaux de décider seuls quelles règles seront appliquées sur le territoire alsacien, le Conseil unique d'Alsace permettra de mettre en concurrence les travailleurs alsaciens avec l'Allemagne où les plus bas salaires sont en dessous de 8,50 euros de l'heure.

LE C.T.A., C'EST PLUS D'IMPOTS !

En fusionnant les départements et la région, le Conseil unique d'Alsace supprimera bon nombre de services publics. Trains et bus, mais aussi crèches et services à la personne rentreront donc dans une logique de profit. Les Alsaciens paieront plus cher pour un service moindre, voire quasiment inexistant, dans le cas des institutions départementales telles que la CPAM (sécurité sociale) ou la DDE (entretien des routes). En transférant, finalement, toutes les compétences auparavant nationales au niveau local – comme l'entretien des routes depuis plusieurs années – sans aucun budget supplémentaire de la part de l'État, le Conseil unique d'Alsace provoquera mécaniquement une énorme augmentation des impôts locaux, sous couvert d'une « cure d'austérité » qui ne fait qu'étrangler le peuple au seul bénéfice des patrons et des banquiers !

LE C.T.A., C'EST LA FIN DES ACQUIS SOCIAUX !

Le Conseil Unique d'Alsace est la première pierre d'un démantèlement total de l'État. Pour pouvoir assurer la fin des acquis sociaux arrachés de haute lutte par le peuple français à la bourgeoisie au sortir de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie française a choisi la régionalisation. Le Conseil Unique d'Alsace est la mise en œuvre au niveau local de la politique voulue par l'UMP, le PS, le Front National, « Alsace d'abord » et l'Europe des patrons. C'est l'écrasement du peuple par le rouleau compresseur du capital, dont les effets sont visibles en Grèce, en Espagne en Italie...

**C'est pourquoi le 7 avril, il faut voter NON au Conseil Territorial d'Alsace
Le C.T.A., c'est NON !**

Extrait de Quartiers Rouges 10, mars 2013.

France : NON AU CONSEIL TERRITORIAL D'ALSACE (C.T.A.) !

● Le 7 avril prochain, les alsaciens seront appelés aux urnes dans le cadre du référendum sur le Conseil Territorial d'Alsace (CTA), que les médias font passer pour une « politique de rationalisation territoriale », voulue par François Hollande (PS) et portée localement par Philippe Richert (UMP), président du conseil régional d'Alsace. Qu'en est-il réellement ? Quels sont les effets réels de cette décentralisation ?

Les effets sont très simples, il s'agit de :

- La mort du droit des travailleurs ;
- La fin des services publics de proximité ;
- Et l'austérité qui ne dit pas son nom !

LE C.T.A., C'EST LA FIN DU SMIC !

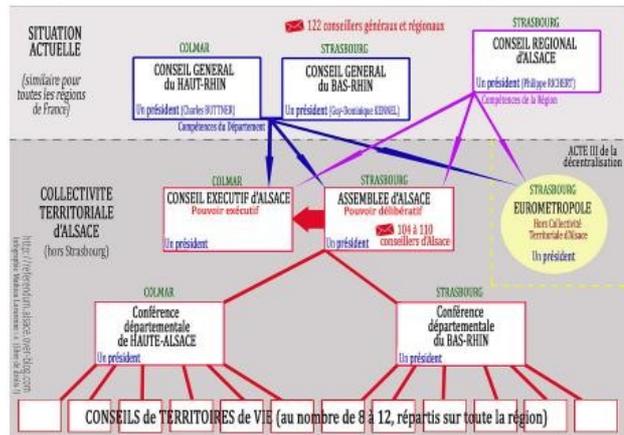
En autorisant une casse sans précédent du code du travail et en permettant aux patrons locaux de décider seuls quelles règles seront appliquées sur le territoire alsacien, le Conseil unique d'Alsace permettra de mettre en concurrence les travailleurs alsaciens avec l'Allemagne où les plus bas salaires sont en dessous de 8,50 euros de l'heure.

LE C.T.A., C'EST PLUS D'IMPOTS !

En fusionnant les départements et la région, le Conseil unique d'Alsace supprimera bon nombre de services publics. Trains et bus, mais aussi crèches et services à la personne rentreront donc dans une logique de profit. Les Alsaciens paieront plus cher pour un service moindre, voire quasiment inexistant, dans le cas des institutions départementales telles que la CPAM (sécurité sociale) ou la DDE (entretien des routes).

En transférant, finalement, toutes les compétences auparavant nationales au niveau local - comme l'entretien des routes depuis plusieurs années - **sans aucun budget supplémentaire de la part de l'État**, le Conseil unique d'Alsace provoquera mécaniquement une énorme augmentation des impôts locaux, sous couvert d'une « cure d'austérité » qui ne fait qu'étrangler le peuple au seul bénéfice des patrons et des banquiers !

Le projet de Collectivité Territoriale d'Alsace et de Strasbourg Eurométropole



LE C.T.A., C'EST LA FIN DES ACQUIS SOCIAUX !

Le Conseil Unique d'Alsace est la première pierre d'un démantèlement total de l'État. Pour pouvoir assurer la fin des acquis sociaux arrachés de haute lutte par le peuple français à la bourgeoisie au sortir de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie française a choisi la régionalisation.

Le Conseil Unique d'Alsace est la mise en œuvre au niveau local de la politique voulue par l'UMP, le PS, le Front National, « Alsace d'abord » et l'Europe des patrons. C'est l'écrasement du peuple par le rouleau compresseur du capital, dont les effets sont visibles en Grèce, en Espagne en Italie...

**C'est pourquoi le 7 avril, il faut voter NON au Conseil Territorial d'Alsace
Le C.T.A., c'est NON !**